

LA CATALOGNE SUR LE CHEMIN DE L'INDÉPENDANCE ?

Paul Alliès *et al.*

ARPoS | Pôle Sud

2014/1 - n° 40
pages 5 à 12

ISSN 1262-1676

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-pole-sud-2014-1-page-5.htm>

Pour citer cet article :

Alliès Paul *et al.*, « La Catalogne sur le chemin de l'indépendance ? »,
Pôle Sud, 2014/1 n° 40, p. 5-12.

Distribution électronique Cairn.info pour ARPoS.

© ARPoS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La Catalogne sur le chemin de l'indépendance ?

Paul Allières

Université de Montpellier I

Joan Marcet

Université Autonome de Barcelone

Institut de Ciències Polítiques i Socials

(Traduit de l'espagnol par Jacques Fontaine)

La Catalogne, vieille nation européenne, paraît vouée à la confrontation avec l'État auquel elle est rattachée depuis plusieurs siècles. Les conséquences d'une éventuelle sécession de la Catalogne de l'État espagnol transgressent les limites de ces deux territoires et ont des répercussions politiques en Europe. Pôle Sud a souhaité, à travers ce numéro monographique, se pencher sur la réalité politique, économique, sociale et culturelle de la Catalogne, en abordant par là même la problématique actuelle de sa relation à l'Espagne à laquelle elle appartient et tout ceci à l'intérieur du contexte politique européen.

L'expression forte depuis plus de trois ans, c'est le « droit de décider », inassimilable politiquement ou juridiquement au « droit à l'autodétermination » difficilement compatible avec le cadre constitutionnel espagnol, mais également avec celui du droit international. Cependant ce « droit de décider » est parvenu progressivement à s'assimiler à la détermination ou à la volonté d'indépendance par rapport à l'Espagne manifestées par de larges secteurs de la société catalane. En réalité la vie politique catalane, le débat économique, social, culturel, les récents affrontements électoraux, présents et futurs semblent tourner autour, voire même se focaliser quasi exclusivement sur la question de l'hypothèse ou de la crédibilité d'une Catalogne indépendante de l'Espagne.

La formation de l'Espagne en tant qu'État, au cours de la période précédant le libéralisme, de la fin du xv^e siècle au début du xix^e siècle, est issue d'un processus lent et difficile. Sous l'unité représentée par la monarchie et certaines lois communes, des populations, des structures politiques et des cultures réellement différentes ont survécu. Le changement de dynastie des Habsbourgs aux Bourbons, à l'aube du xviii^e siècle, entraîna l'instauration de l'unification juridique ainsi que l'organisation d'un royaume unitaire et fortement centralisé que le libéralisme au xix^e siècle cherche alors à renforcer. En dépit de quelques exceptions ou tentatives avortées au cours du temps, ce modèle unitaire et centralisateur a perduré jusqu'à l'adoption de la Constitution de 1978 qui a fait suite au processus de transition entre la dictature franquiste et la démocratie actuelle, sous la forme politique d'une monarchie parlementaire.

Le modèle instauré par la Constitution actuelle et qui a commencé à se mettre en marche parallèlement au processus constituant lui-même, à travers un système complexe de pré-autonomies, a été qualifié d'ouvert et d'ambigu

étant donné qu'il autorise diverses interprétations, non seulement juridiques ou académiques, mais encore et surtout des lectures politiques différentes. Le nouveau modèle d'organisation de l'État, qui englobe 17 Communautés Autonomes jouissant d'un degré d'autonomie politique remarquable en exerçant toutes des pouvoirs législatifs et exécutifs, non seulement n'est pas une construction abstraite mais prétend apporter une réponse concrète aux problèmes établis en Espagne en raison de l'existence d'un État centralisateur et bureaucratique, imperméable jusqu'alors aux aspirations de divers secteurs de la population ainsi qu'à l'égard de la réalité multinationale, multiculturelle et plurilinguistique d'un État historiquement conçu comme un État hyper centralisé par les franges les plus conservatrices et réactionnaires.

L'ambiguïté propre à ce modèle requerrait, au cours des trente-cinq ans et plus de son application, des réalisations concrètes qui permettent un progrès plus en adéquation à l'évolution du modèle propre à l'État et qui répondent davantage aux aspirations nationales de certains de ses territoires, en particulier la Catalogne et le Pays basque, à savoir : depuis la clarification dans la définition et la détermination des compétences propres à chaque environnement politique jusqu'au perfectionnement du système de financement des Communautés Autonomes ; depuis la réforme du Sénat en tant que Chambre de représentation territoriale jusqu'à l'adaptation de l'Administration centrale à la structure nouvelle de l'État décentralisé ou bien encore la participation des Communautés Autonomes aux décisions de ce dernier sur des questions essentielles comme la politique à mener dans le cadre de l'Union européenne. La réalité, c'est qu'aucun des problèmes survenus au cours du processus de développement autonome n'a pu être résolu, ni aucun des progrès attendus alors à cette occasion se produire au cours de ces dernières années. Ce que le milieu académique et le milieu politique lui-même définissaient comme une évolution vers un modèle d'État fédéral, qualifié parfois d'asymétrie en raison de l'existence de faits et éléments nettement disparates entre certaines Communautés, ne s'est pas réalisée et a plutôt cheminé en sens contraire. Le processus de réforme mené de 2003 à 2006 du Statut de la Catalogne – règle de base institutionnelle interne mais aussi encadrement juridique des relations avec l'État central – symbolise l'ultime tentative d'amélioration du modèle vers le sens espéré.

L'instrumentalisation politique du processus en question par divers acteurs politiques, sociaux et des médias atteint son degré maximal d'intensité avec une Sentence du Tribunal Constitutionnel, rendue en juin 2010, qui déçoit les aspirations majoritaires du peuple de Catalogne, qui avait approuvé par référendum ce Statut en juin 2006, enclenchant par là même un progressif processus de désaffection à l'égard de l'État espagnol, qui allait devoir s'amplifier ces dernières années jusqu'à provoquer une rupture politique et psychologique avec le cadre politique institutionnel. Les partis politiques, notamment les plus influents dans le système politique catalan, se voyaient dépassés par leurs propres concitoyens qui, de façon plus ou moins spontanée, ou bien encadrés par de nouveaux mouvements politiques ou civiques, envahissaient la rue lors de manifestations ponctuelles (en juillet 2010, et en

septembre 2012 et 2013) ou à l'occasion de démonstrations plus radicales à l'instar du mouvement du 15-M, exprimant l'indignation d'une partie des citoyens par rapport à la situation politique, économique et sociale. Dans la plupart de ces manifestations s'entrecroisaient l'indignation d'être instrumentalisés et la volonté d'être reconnus comme des sujets ayant leur propre opinion capable de s'exprimer. La revendication générale du « droit de décider » s'exprimait progressivement lors des manifestations majoritaires avec des slogans en faveur de l'indépendance. On passait ainsi et en peu de temps de l'autonomisme et de sa possible amélioration à l'indépendantisme, celui-ci comme sentiment et comme volonté d'être d'une majorité du peuple catalan.

Tout s'est ensuite accéléré au cours des trois ou quatre dernières années bien que le processus de progressive désaffection de la Catalogne et de ses ressortissants vis-à-vis de l'État espagnol ait déjà démarré lors des premières années du XXI^e siècle.

La dernière décennie 2004-2014 a été marquée par l'échec subi quand il s'est agi de redéfinir la structure territoriale de l'Espagne – lors des discussions et de l'accord sur les nouveaux Statuts d'Autonomie dans diverses Communautés et, en particulier, à partir de la confrontation politique soulevée par le *Partido Popular* durant le débat sur le nouveau Statut de la Catalogne en 2006 –, par la crise économique que le Gouvernement socialiste de Rodríguez Zapatero tarde à admettre et à affronter jusqu'au milieu de l'année 2010, et par la crise politique et institutionnelle qui a suivi. Cette triple crise qui se reflète en partie également dans l'espace européen dans lequel l'Espagne est intégrée, a conditionné le rôle et l'orientation des divers acteurs politiques, aussi bien ceux officiant en milieu catalan que ceux qui déploient leurs activités sur l'ensemble de l'État espagnol.

À l'occasion du débat politique qui se déroule quant au modèle de gouvernement multi-niveau s'entrecroisent toutes les questions soulevées. La crise économique et sa conséquence politico-institutionnelle placent le débat au niveau étatique et influent sur le cheminement économique et politique du projet européen, en particulier dans ce que l'on appelle l'Eurozone. Au niveau de la Catalogne, on passe également d'un débat politique focalisé depuis 2008 sur les mesures à adopter pour surmonter la crise économique, les politiques d'austérité et de réduction de la dépense publique, imposées en grande partie par l'État espagnol lui-même ou par les décisions et initiatives émanant de l'Union européenne, à un débat souverainiste qui finit pratiquement par monopoliser la vie politique catalane.

La fédération elle-même de *Convergència i Unió*, qui était parvenue à récupérer le Gouvernement de la *Generalitat* de la Catalogne en novembre 2010, avec un projet d'amélioration et de changement du modèle de financement autonome – grâce au dénommé « Pacte Fiscal », cherchant une proximité et une assimilation au modèle basque de concertation économique bilatérale – se présente aux élections anticipées de novembre 2012 en se mettant à la tête du mouvement souverainiste qui revendique le « droit de décider » du peuple catalan. Non sans quelques tensions internes, la fédération de CiU, qui ne parvient pas à affirmer tant dans son programme que dans ses décla-

rations politiques son engagement en faveur d'une Catalogne indépendante de l'Espagne, entre en étroite compétition politico-électorale avec *Esquerra Republicana de Catalunya*, parti qui se proclame ouvertement indépendantiste mais qui, pour autant, signera un accord de gouvernement avec CiU après les élections de 2012, le regard tourné sur la tenue d'une consultation ou d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne dans un délai maximum de deux ans.

Conditionné et parfois stimulé par l'activisme politique et social d'associations récentes, mais au parcours rapide comme l'Assemblée Nationale Catalane (ANC)¹, comme également l'Association des Municipalités pour l'Indépendance² ou bien encore le « Centre Català de Negocis » (CCN)³, le Gouvernement de la Catalogne présidé par Artur Mas et la majorité parlementaire qui le soutient se sont mis d'accord sur la demande, très majoritaire suivant quasiment tous les sondages, de la reconnaissance du droit de décider et la tenue d'une consultation ou d'un référendum auprès des citoyens de la Catalogne. À travers des appels continus au dialogue avec le Gouvernement espagnol, mais sans attendre ni avancées, ni résultats positifs de ce dialogue qui ne parvient jamais à s'établir formellement, le Gouvernement de la *Generalitat* de la Catalogne a mis en place un Conseil Consultatif pour la Transition Nationale auquel il a confié l'élaboration de propositions aussi bien concernant la tenue éventuelle de la consultation référendaire que les divers stades nécessaires à l'établissement d'un futur État catalan. Il consacre également du temps et des efforts politiques pour transmettre aux institutions et chancelleries européennes ses prétentions et propositions dans le but d'internationaliser le conflit soulevé entre la Catalogne et l'État espagnol. Et enfin, sans l'accord du Gouvernement espagnol, mais avec celui d'ERC, ICV-EUiA et les CUP, il vient de décider de la date du 9 novembre 2014 pour la tenue de la consultation, du contenu de la question à poser aux citoyens de la Catalogne ainsi que de l'instrument juridique officiel susceptible de rendre possible le déroulement d'un référendum. On dirait que la pression exercée par la base et les inévitables calculs électoraux ont conduit les dirigeants catalans à une fuite en avant, faisant écho à la vieille affirmation attribuée à De Gaulle : « L'intendance suivra ».

Les autres partis catalans, ou bien se situent dans une franche opposition au processus, comme c'est le cas pour le *Partido Popular Catalán* ou le *Ciutadans-partido por la ciudadanía*, en dénonçant non seulement l'actuel amalgame de l'expression générale « le droit de décider » avec l'option en faveur d'une Catalogne indépendante de l'Espagne mais également la politique du fait accompli menée par le Gouvernement catalan ; ou bien naviguent entre un vague soutien au « droit à décider » – à condition qu'il s'exerce de ma-

1. Association citoyenne créée au début de 2012, rassemblant plus de 25000 associés, qui a lancé et organisé les manifestations importantes nettement indépendantistes de septembre 2012 et 2013 et qui conserve une influence importante de proposition politique sur les partis souverainistes.

2. Elle regroupe 685 des 947 communes de Catalogne, même si la seule des capitales catalanes y figurant est Gérone et aucune des grandes communes situées dans la conurbation barcelonaise.

3. Association d'entrepreneurs, de cadres dirigeants et de professionnels favorables à l'indépendance, très influente sur le patronat des PME.

nière légale et en accord avec l'État espagnol – et la proposition d'une alternative fédéraliste pour solutionner le problème de l'insertion de la Catalogne en Espagne ; c'est la position du Parti Socialiste de Catalogne, confronté ces temps derniers à diverses crises internes, en raison de l'ambiguïté de ses positions, aggravées à leur tour par l'enlisement du socialisme espagnol et par la crise plus globale de la social-démocratie européenne.

De son côté, la réaction du Gouvernement et des partis politiques nationaux aux positions adoptées en Catalogne ne contribuent pas non plus à régler le problème, ni à apaiser le différend. Le Gouvernement du PP et son Président Mariano Rajoy lui-même passent de l'indifférence à l'opposition frontale à la demande catalane sans exprimer la moindre volonté réelle de dialogue ou d'offre alternative. Dans une position de complète opposition à l'encontre des démarches de la Catalogne, on trouve également le parti *Unión Progreso y Democracia* (UPyD) au contour résolument nationaliste espagnol. Le PSOE, pour sa part, en admettant l'existence et la gravité du problème politique que représente pour l'Espagne la revendication catalane, offre une alternative générique de réforme fédérale de la Constitution – en phase en l'espèce avec ses homologues du PSC – mais il se situe, par contre, au côté du Gouvernement et du PP dans son hostilité au déroulement d'un référendum en Catalogne. Seule *Izquierda Unida*, parmi les principaux partis nationaux, fait montre de compréhension face aux initiatives catalanes et se prononce en faveur de la tenue de la consultation en Catalogne.

L'action du Gouvernement du PP, tirant argument des mesures indispensables pour affronter la crise financière espagnole et la crise économique plus généralement, ne cache pas son intention de lancer un signal fort de recentralisation, qui s'accompagne de l'inertie ou du dédain à l'égard des attentes en provenance de la Catalogne. De son côté, le Gouvernement catalan et la majorité parlementaire qui appuie le processus souverainiste et, en comptant en beaucoup d'occasions sur le soutien du PSC et de ICV-EUiA, interprètent n'importe quelle mesure du Gouvernement espagnol comme un affront permanent ou un laminage du gouvernement autonome catalan et une forme de mépris à l'égard d'une réalité nationale, historique, économique, culturelle ou linguistique.

À la vue de cette confrontation politique, ce que l'on a fini par dénommer « *el choque de trenes* » paraît inévitable à moins que les deux parties soient disposées à amorcer un dialogue qui évite la polarisation entre les deux extrêmes : la recentralisation progressive et l'inversion du processus autonome qui semble régir une large part de l'action du Gouvernement espagnol, face à l'éventuelle sécession de la Catalogne de l'Espagne interprétée par leurs défenseurs comme la solution à tous les maux frappant la Catalogne, aussi bien économiques que politiques.

Dans l'opinion publique catalane et espagnole, certaines voix se sont levées pour réclamer une ouverture au dialogue de la part du Gouvernement espagnol qui demeure strictement cramponné aux limites établies par la Constitution. Un dialogue qui permettrait un remodelage du modèle territorial acceptant des croissances asymétriques. Et qui lancerait en même temps

un appel à la prudence de la part du Gouvernement catalan face à l'accélération demandée par les associations favorables à une issue rapide et résolue vers l'indépendance. On demande davantage d'intelligence émotionnelle dans ce débat politique. Si une part très importante des forces politiques catalanes, de leurs organisations syndicales et, en particulier de leur opinion publique – ainsi que l'attestent aussi bien les enquêtes que les mobilisations citoyennes – demandent encore à être écoutées, il ne semble pas judicieux de refuser la quête d'une issue raisonnable démocratiquement parlant. D'autant plus que pratiquement la totalité de l'opinion académique constitutionnaliste catalane et, une large partie même de l'espagnole, affirme qu'une consultation comme celle qui est demandée en Catalogne s'inscrit parfaitement dans le cadre constitutionnel actuel. Peut-être peut-on objecter que la Constitution espagnole n'envisage pas, comme d'ailleurs c'est le cas dans l'immense majorité des pays démocratiques, le droit à la sécession d'une partie de son territoire mais sur un plan strictement démocratique il paraît très difficile de fermer les yeux et de se boucher les oreilles devant la réclamation et la volonté d'être écoutés, clairement exprimées par les citoyens de Catalogne, dans leur très grande majorité.

En même temps, à l'instar de ce qui est en train de se produire en Écosse – qui logiquement semble une référence pour la Catalogne et un modèle à suivre, en raison de l'accord conclu entre le Gouvernement écossais et le Gouvernement britannique pour la tenue d'un referendum sur son éventuelle indépendance par rapport au Royaume-Uni – une partie du débat tourne autour de l'appartenance de la Catalogne à l'Union européenne dans l'hypothèse de son éventuel divorce avec l'État espagnol. Du milieu académique et du monde politique émanent opinions et affirmations en tous sens : depuis la conviction pleine et entière que le fait de continuer à demeurer au sein de l'Union est possible jusqu'au refus de toute possibilité de pouvoir s'y maintenir. Au sein du Gouvernement espagnol, ce thème de discussion, mais également certains autres concernant plutôt la viabilité politique et économique d'une Catalogne indépendante, ont été abordés en priorité par le Ministre des Affaires étrangères qui apparaît ainsi curieusement comme le principal interlocuteur espagnol dans la confrontation dialectique Catalogne-Espagne.

Par ailleurs, la question de la place au sein de l'Union européenne d'une éventuelle Catalogne indépendante ainsi que la démarche des catalans afin que les autorités communautaires infléchissent les positions du Gouvernement espagnol archouté dans son refus de dialoguer et de chercher un accord avec le Gouvernement catalan, ont conduit divers dirigeants européens à se prononcer, que ce soit le Président de la Commission ou celui du Parlement Européen mais également divers commissaires ou certains mandataires des pays de l'Union. Tous ont manifesté des choix différents, les uns adoptant une position distante en considérant qu'il s'agit là d'une question intérieure qui concerne uniquement les autorités espagnoles et catalanes, les autres, exprimant des considérations plus ou moins radicales en regard des difficultés juridiques et politiques soulevées par la pérennité de la place de la Catalogne au sein de l'Union européenne ou son intégration en tant que nouvel État indépendant.

Dans un tel contexte il paraît évident que l'absence de dialogue politique entre Gouvernements et forces politiques et l'impossibilité qui s'en suit d'arracher un accord offrant une issue aux démarches apparues comme majoritaires en Catalogne, risque de déboucher sur une escalade dans la confrontation, sur une situation confuse de déroulement d'un referendum même pas toléré par le Gouvernement espagnol, sur de nouvelles élections autonomiques catalanes anticipées – dont l'objectif majeur, quasi unique du débat politico-électoral entre les forces politiques en concurrence reposerait sur la future indépendance de la Catalogne – et, en fonction de ses résultats, sur une éventuelle déclaration unilatérale d'indépendance de la part de la nouvelle majorité parlementaire que tous les sondages accordent actuellement à l'alliance ERC et CiU, encore qu'elle puisse compter également sur l'appui d'autres forces minoritaires.

Ce scénario hypothétique mais possible, se heurte à diverses considérations politiques et opinions académiques analysant les conséquences que pourrait avoir alors la sécession de la Catalogne par rapport à l'État espagnol, non seulement pour la Catalogne elle-même mais également pour l'Espagne, pour l'Eurozone et pour l'ensemble de l'Union européenne. Si, comme le soulèvent divers experts économiques l'Espagne a été considérée à maintes reprises par le FMI et, dans une certaine mesure par les responsables économiques de l'UE, comme un danger systémique pour l'avenir de la stabilité financière de l'euro, l'hypothèse d'une Catalogne indépendante soulève, à court et à moyen termes, bien des problèmes aux citoyens catalans et, sans nul doute, du reste de l'Espagne et de l'Europe. Mais c'est aussi en raison des conséquences politiques d'une rupture sans aucun accord d'un État de l'Union, élément qui différencie également la situation catalane du cas écossais.

Parmi ces problèmes, celui de la nature de l'indépendance du pays (plutôt que de sa légitimité constitutionnelle) pourrait faire l'objet d'un débat. Certains théoriciens du Fédéralisme considèrent que les résultats irréversibles de l'intégration européenne permettent de penser la venue d'un nouveau type de société en Europe ; celui d'un Fédéralisme sans État. Très proche d'une évolution à la Canadienne, ce régime serait celui d'une époque post-nationale où ce sont des structures et des procédures de négociation des intérêts et des conflits qui l'emporteraient sur les formes régaliennes du pouvoir que l'Europe a inventé et exporté depuis le traité de Westphalie. En d'autres termes le système actuellement existant du pouvoir dans l'Union européenne (qui est tout sauf un État) pourrait être reproduit dans son espace en transition. Cela présuppose une émancipation de l'héritage de la souveraineté incarnée par l'État sous quelque forme que ce soit, même fédérale à l'Allemande. Autrement dit, l'entrée dans ce cycle de fédéralisme post-étatique ouvrirait la voie à un nouvel âge autogestionnaire, tout au moins à une promotion de formes diverses de démocratie participative tant sociale que politique.

Pourquoi la Catalogne ne serait-elle pas le champ de ce tournant historique ? Dans la période de la sortie de la dictature, elle a soulevé bien des espoirs d'un nouvel « État des autonomies », l'Espagne semblant capable

d'installer un pouvoir fragmenté par autant de territoires économiques, culturels et politiques qu'elle reconnaissait de statuts spécifiques à ses « régions ». Et beaucoup ont pu espérer voir ainsi s'inventer une nouvelle forme d'organisation du pouvoir dépassant l'unité et la centralité plus ou moins au principe de chacun des États-membres de l'Union européenne. À réclamer comme aujourd'hui l'indépendance, la Catalogne pourrait relancer cette perspective en s'appuyant sur ce qu'est devenue l'Union réellement existante, mais en faisant son deuil d'une reconnaissance comme État. Ce sacrifice pourrait s'avérer alors terriblement attractif pour tous les peuples d'Europe qui n'en finissent pas de creuser leurs identités particulières et parfois leurs tombes.

Les articles qui constituent ce numéro thématique de Pôle Sud souhaitent projeter un éclairage sur la situation traversée par la Catalogne ces temps derniers, dans un cadre européen aussi complexe face à de nouveaux défis, et ceci en se penchant sur divers aspects de la vie sociale, politique et culturelle catalane.

Le premier article est consacré à l'analyse, du point de vue historique, de l'essor du nationalisme catalan de la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Ensuite on aborde les mutations assumées par la société catalane au cours de plus de trente années d'autonomie politique recouvrée, à savoir de 1980 à nos jours. Deux contributions sont consacrées à l'analyse de la politique catalane actuelle, l'une au prisme des politiques publiques menées aussi bien dans l'exercice de son autogouvernement (« *self rule* ») que dans sa capacité de gouvernement partagé (« *shared rule* ») dans un système multi-niveau comme celui dans lequel s'intègre la Catalogne ; et l'autre, en focalisant sur l'analyse des relations politiques, économiques et fiscales entre Catalogne et Espagne, en abordant l'évolution récente du système de financement des Communautés et, en particulier, la Catalogne. Deux autres articles se consacrent à la description et à l'analyse de la vie politique intérieure de la Catalogne, en étudiant sa trajectoire au gré des diverses compétitions électorales, les prévisions que les études actuelles apportent au débat sur l'indépendance de la Catalogne ainsi que la constitution et l'évolution de son propre système de partis. Le décryptage de la réalité culturelle de la Catalogne est opéré dans un premier article, plus descriptif et analytique de sa complexité et de ses contradictions, tandis que les perspectives de continuité et de changement des politiques publiques culturelles font l'objet d'un second article. Enfin, on aborde l'intense activité extérieure déployée par la Catalogne et ses institutions de gouvernement autonome, aussi bien quand il s'agit de celle qui est considérée comme normale, en accord ou tolérée par la Gouvernement espagnol que celle qu'on suppose être, en particulier dans le contexte du débat politique actuel, objet d'affrontement avec le Gouvernement de l'Espagne.